

A photograph of Donald Trump and Xi Jinping walking side-by-side on a red carpet. They are both wearing dark blue overcoats. Trump is on the left, wearing a red tie, and Xi is on the right. They are walking towards the right of the frame. The background shows a set of stone steps.

Christian  
Saint-Étienne

# Trump et Xi Jinping

les apprentis  
sorciers

**NOUVELLE ÉDITION  
AUGMENTÉE**

L'Observatoire



Trump et Xi Jinping :  
les apprentis sorciers

## Du même auteur

- Osons l'Europe des nations*, Éditions de l'Observatoire, 2018.
- Relever la France*, Odile Jacob, 2016.
- La France 3.0. Agir, espérer, réinventer*, Odile Jacob, 2015.
- L'Économie pour sortir de la crise*, Odile Jacob, 2013.
- France : état d'urgence. Une stratégie pour demain*, Odile Jacob, 2013.
- Le Joker européen. La vraie solution pour sortir de la crise*, Odile Jacob, 2012.
- L'Incohérence française*, Grasset, 2012.
- L'État et votre argent. Les vrais enjeux de la fiscalité*, François Bourin, 2011.
- La Fin de l'euro*, François Bourin, 2009 ; nouvelle édition revue et augmentée, 2011.
- Guerre et paix au XXI<sup>e</sup> siècle. Comprendre le monde de demain*, François Bourin, 2010.
- Mobiliser les territoires pour une croissance harmonieuse*, La Documentation française, 2009.
- La France est-elle en faillite ? Quinze propositions pour en sortir*, François Bourin, 2008.
- La Troisième Voie et François Bayrou*, Scali, 2007.
- L'État efficace*, Perrin, 2007.
- Croissance équitable et concurrence fiscale*, avec Jacques Le Cacheux, La Documentation française, 2005.
- La Puissance ou la mort. L'Europe face à l'empire américain*, Seuil, 2003.
- Scènes de vie en 2024*, J.-C. Lattès, 2000.
- L'Ambition de la liberté*, Economica, 1998.
- Macrofinance et marchés financiers*, Economica, 1998.
- L'État mensonger*, J.-C. Lattès, 1996.
- Génération sacrifiée*, Plon, 1994.
- L'Exception française*, Armand Colin, 1992.

Christian Saint-Étienne

# Trump et Xi Jinping : les apprentis sorciers

Nouvelle édition augmentée

L  Éditions de bservatoire

ISBN : 979-10-329-0975-1

Dépôt légal : mars 2020

© Les Éditions de l'Observatoire/Humensis, mars 2020  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*À Corinne, Alexandre et Eva*





## Introduction

# Le nouvel ordre du monde

La montée en puissance d'un duopole sino-américain instable, contrôlant l'essentiel du pouvoir économique et stratégique mondial, peut-elle conduire à des conflits de haute intensité à un horizon assez proche ?

Les États-Unis s'organisent pour freiner l'ascension chinoise vers le leadership économique et stratégique mondial que vise officiellement la Chine de Xi Jinping. Ainsi, ils réduisent l'accès des produits chinois à leur marché et limitent considérablement les investissements directs chinois aux États-Unis. La guerre commerciale entre eux n'a réellement débuté que le 6 juillet 2018 lorsqu'ils se sont imposé mutuellement des droits de douane de 25 % sur 34 milliards de dollars d'importations annuelles<sup>1</sup>. D'autres mesures ont suivi avec pour effet une forte augmentation des droits de douane bilatéraux, même après prise en compte de l'accord partiel intervenu entre la Chine et les États-Unis le

1. Ces taxes bilatérales font suite aux taxes américaines générales de 25 % sur les importations d'acier et de 10 % sur celles d'aluminium qui frappent notamment les alliés des États-Unis (Union européenne, Canada, Mexique, etc.) depuis le 1er juin 2018.

Ces taxes ont été appliquées à une base d'importations de 50 milliards de dollars en août 2018 au taux de 25 %, puis de 200 milliards de dollars supplémentaires en septembre 2018 au taux initial de 10 %.

13 décembre 2019 et signé le 15 janvier 2020<sup>1</sup>. Un accord qui ne change rien sur le fond dans la rivalité entre ces deux pays<sup>2</sup>.

Après un premier ralentissement économique en 2018, les effets pleins de ce conflit ont été sensibles en 2019 et se feront sentir en 2020 et les années suivantes. En outre, la décision américaine de placer Huawei sur la liste des entreprises dangereuses pour la sécurité des États-Unis en mai 2019, avec une pleine application reportée deux fois, avait des effets considérables sur cette entreprise accentués par la décision de Google de restreindre l'accès de Huawei à son système d'exploitation Android.

Les deux pays se retrouvent dans un conflit classique pour le leadership, le même qui opposa Athènes et Sparte au v<sup>e</sup> siècle avant notre ère – guerre du Péloponnèse, 431-404 av. J.-C. –, l'Allemagne et le Royaume-Uni après la défaite française de 1870, ou

1. À compter du 10 mai 2019, 250 milliards de dollars d'exportations chinoises étaient taxées à 25 % aux États-Unis tandis que 110 milliards d'exportations américaines l'étaient à 10 % ou 25 % en Chine. Puis, le 1er août 2019, Trump a annoncé l'imposition de droits de douane supplémentaires de 10 %, portés à 15 % le 23 août 2019 (suite à l'annonce par la Chine de nouveaux droits de douane sur les importations américaines), sur 300 milliards de dollars d'importations chinoises non encore taxées avec effet au 1er septembre ou 15 décembre 2019 selon les produits. Les taxes américaines de 25 % passaient au même moment à 30 %. Puis le 13 décembre 2019, les États-Unis et la Chine ont entamé un début de désescalade tarifaire. Au total, les droits de douane américains pondérés sur les importations chinoises sont passés de 3,1 % au printemps 2018 à 18 % fin 2019, au lieu de 24,3 % sans l'accord de décembre.

2. L'accord du 15 janvier 2020 prévoit un meilleur contrôle des transferts de technologie exigés des entreprises étrangères par les Chinois ainsi qu'un meilleur accès au marché chinois pour les entreprises du secteur financier en contrepartie d'une augmentation des achats de produits américains par la Chine.

l'Union soviétique et les États-Unis de 1945 à 1991. C'est le conflit *leader-challenger* pour la domination mondiale.

On mesure mal, sur le continent européen, le potentiel de conflit global entre ces deux pays. Chacun des deux géants – Chine et États-Unis – veut dominer l'Asie économiquement et militairement, s'imposer comme la première puissance économique et numérique dans le monde d'ici à 2025, et s'affirmer comme la puissance dominante en Afrique et en Amérique latine. L'Europe est en réalité le champ clos de leur affrontement, aujourd'hui économique, et potentiellement militaire demain. Une Europe, piteusement désunie sur ses objectifs stratégiques et ses valeurs politiques, qui tremble à la perspective du prochain tweet de Donald Trump.

Les deux Goliath rivalisent dans les *fintechs* (la finance sur Internet et notamment sur smartphones), où la Chine a pris l'ascendant, et dans l'intelligence artificielle, où ils vont bientôt faire jeu égal. Ils se frôlent en mer de Chine méridionale, de frégate à frégate armée de missiles vengeurs. La Chine veut s'approprier cette mer que les États-Unis veulent garder, à juste titre, ouverte. Ils se toisent sur le marché numérique en Europe que les équipementiers chinois ont déjà partiellement équipé en 4G et bientôt en 5G, même si l'ostracisation de Huawei va gêner cette entreprise. Ils se défient jusque dans l'espace, que Trump veut garder américain tandis que les Chinois veulent le coloniser. Les points de friction sont trop nombreux pour qu'il n'y ait pas d'étincelle à brève échéance.

Et c'est au moment où les États-Unis auraient le plus besoin de leurs alliés qu'ils marchent sur leurs pieds et écrasent leurs mains ! Les Canadiens et les

Mexicains ont été outrés d'être traités comme des agresseurs économiques menaçant la sécurité des États-Unis lors de la renégociation des accords de commerce nord-américain finalisés le 30 septembre et signés le 30 novembre 2018 ! Le Japon est ulcéré de se voir interdire l'importation du pétrole iranien, que la Chine pratique en toute impunité ! Les Indiens sont abasourdis que leur grand allié stratégique face à la Chine puisse taxer leurs produits ! Trump a explicitement déclaré à plusieurs reprises en 2016 (pendant la campagne) et 2017 qu'il souhaitait la dissolution de l'Union européenne et a remis deux fois en question le caractère « sacré » de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, qui oblige tous les membres de l'Alliance atlantique à porter secours à l'un d'entre eux s'il est attaqué. Or la Russie n'a jamais attaqué un pays protégé par l'article 5. Donne-t-il consciemment ou inconsciemment carte blanche à Poutine pour gober un pays d'Europe centrale ? Puis, en décembre 2019, lors du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance, il a rabroué Emmanuel Macron qui posait une question simple : « Est-il possible d'être dans l'Alliance atlantique et dans le même temps d'acheter des systèmes de défense antimissiles (russes) S-400 ? »

Trump s'affiche avec des dictateurs comme Kim Jong-un en juin 2018 à Singapour, en février 2019 à Hanoï et le 30 juin 2019 à la frontière entre les deux Corées. Un dictateur violent qu'il qualifie publiquement d'« intelligent et drôle » en oubliant qu'il maintient son peuple dans un camp de concentration à ciel ouvert. Lors de la conférence de presse qui suit sa rencontre avec Vladimir Poutine à Helsinki, le 16 juillet 2018, il déclare qu'il croit Poutine quand celui-ci dit ne pas être intervenu dans la campagne

présidentielle américaine de 2016. Alors même que les services secrets américains ont déjà identifié à ce moment-là douze agents russes suspectés par le FBI d'avoir piraté les ordinateurs du Comité national démocrate.

Trump « cogne » sur ses alliés démocratiques, comme Angela Merkel, Theresa May jusqu'à son départ en juillet 2019, ou Justin Trudeau et encense les leaders de régimes autoritaires ou dictatoriaux. Les réactions aux États-Unis sont à la mesure des errements de Trump. Au soir de la rencontre avec Poutine, John Brennan, ancien directeur de la CIA, a estimé que l'attitude du président américain confinait à la « trahison » tandis que le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a tweeté : « La Maison Blanche est maintenant confrontée à une seule et sinistre question : qu'est-ce qui peut bien pousser Donald Trump à mettre les intérêts de la Russie au-dessus de ceux des États-Unis<sup>1</sup> ? »

Il faut bien mesurer la progression du duopole sino-américain en matière de puissance économique et numérique, militaire et diplomatique, et d'influence globale.

En 2019, le PIB cumulé en valeur marchande des États-Unis et de la Chine s'est établi à 40,5 % du PIB mondial (24,4 % pour les États-Unis et 16,1 % pour la Chine). Ces deux pays ont effectué 56 % des dépenses

1. Paul Ryan, leader des Républicains à la Chambre des représentants à l'époque, a été clair : « Il n'y a aucun doute que la Russie est intervenue dans nos élections et qu'elle continue à essayer de miner la démocratie ici et ailleurs. » Face à cette bronca, Trump s'est maladroitement excusé dans les heures suivant sa rencontre avec Poutine.

militaires mondiales (40 % pour les États-Unis et 16 % pour la Chine). Toujours en 2019, ces deux pays comptaient ensemble, en matière de capitalisation boursière, 80 % des licornes mondiales (start-up ayant une valeur de marché supérieure à 1 milliard de dollars) et détenaient plus de 95 % des plateformes numériques à vocation mondiale – et 100 % des plus grandes.

Si l'Union européenne ne se réveille pas, les États-Unis et la Chine représenteront, en 2025, environ 41,5 % du PIB mondial et 60 % des dépenses militaires. Ils domineront totalement le monde numérique, les *fintechs* et l'intelligence artificielle, dont ils sont déjà tous deux les leaders mondiaux.

Et ces deux pays sont en compétition pour dominer le monde. Le risque de conflit militaire direct entre la Chine et les États-Unis atteindra son pic dans moins de cinq ans ! L'Europe se met-elle en ordre de bataille ? C'est tout l'inverse que l'on peut observer sur ce Vieux Continent déchiré, avec les divorces nord-sud et est-ouest au sein de l'Union européenne, en dépit d'annonces de faibles hausses de dépense militaire.

Nous montrerons que le risque d'une nouvelle guerre mondiale sera maximal en 2022-2023, ce dont l'autruche européenne ne veut surtout pas entendre parler.

Si la Chine se rapproche progressivement des États-Unis en matière de production de biens et services, de puissance numérique et militaire et de capacité d'innovation, elle reste néanmoins très en retard en termes de consommation des ménages, dans la mesure où cette dernière représente les quatre cinquièmes du PIB aux États-Unis et moins de la moitié en Chine.

En conséquence, en 2019, la part de la consommation mondiale de biens et services en dollars était de 29 % pour les États-Unis et 10,5 % pour la Chine, soit un ratio de puissance Chine/États-Unis de 36 % en consommation, alors qu'il était de 66 % en production ! D'où l'excédent extérieur chinois et le déficit extérieur américain. Mais cet écart de poids respectif en consommation pourrait se combler en partie dans les années 2020 si le niveau de vie continue de progresser plus vite en Chine que de l'autre côté du Pacifique, comme dans la décennie passée : le revenu moyen réel chinois a augmenté de 120 % au cours des années 2010 contre 17 % aux États-Unis.

Contrairement à ce que dit Donald Trump, le déficit commercial américain ne résulte pas des droits de douane entre pays développés mais de l'excès de consommation des États-Unis par rapport à leur production de biens et services. Il n'en reste pas moins vrai que le marché chinois n'est pas ouvert et que la Chine pille les technologies occidentales depuis quarante ans. Dans ce contexte, les États-Unis ont raison d'exiger l'ouverture des marchés chinois et tort de cogner sur leurs alliés les plus proches surtout au moment où leur rivalité avec la Chine pour le leadership mondial s'exacerbe !

Les États-Unis paieront au prix fort l'écrasement et l'humiliation infligés à leurs alliés séculaires. C'est le point aveugle des politiques agressives menées par les dictateurs, les illuminés ou les populistes : au début, c'est toujours bien ! En 1935-1938, les Allemands étaient ravis ! Après son intervention en Mandchourie en 1931 puis l'extension de la conquête à la Chine, le peuple japonais était aux anges ! À la suite de la capture du Koweït par les troupes de Saddam Hussein

en août 1990, le peuple irakien était fier ! Et puis tout se dérègle. L'Allemagne, le Japon et l'Irak furent écrasés.

Les États-Unis ne seront pas écrasés, mais ils cessent, avec Donald Trump, d'être les « bons » gendarmes du monde pour en devenir le premier facteur de risque. Vouloir gouverner le monde par la force plutôt que par le leadership conduira simultanément à affaiblir les États-Unis tout en leur faisant perdre leur légitimité.

Il est un domaine où la Chine a pris le leadership mondial et creuse l'écart avec ses concurrents : les émissions de gaz à effet de serre. En 2018, la Chine a émis 9,53 milliards de tonnes de CO<sup>2</sup> (28,1 % du total mondial), devant les États-Unis et l'Inde, avec respectivement 5,15 milliards et 2,48 milliards de tonnes (respectivement 15,2 % et 7,3 %). L'Union européenne à 28 a émis 3,48 milliards de tonnes (10,3 %), la Russie 1,55 milliard de tonnes (4,6 %) et le Japon 1,15 milliard de tonnes (3,4 %).

En tonnes par habitant en 2017, les émissions de CO<sup>2</sup> atteignaient 37 au Qatar et 19,4 en Arabie Saoudite, 16,8 au Canada et 15,7 aux États-Unis, 9,7 en Allemagne, 7,7 en Chine et 5,2 en France.

En 2018, l'Allemagne a représenté 22,5 % des émissions de CO<sup>2</sup> de l'Union européenne, le Royaume-Uni 11,4 %, la Pologne 10,3 % et la France 10 % comme l'Italie. De 2017 à 2018, tous les États européens ont réduit leurs émissions sauf la Pologne. L'Union européenne se fixe des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 alors que la Chine se fixe pour seul objectif de réduire ses émissions par point de croissance économique



supplémentaire. En se calant sur les variations de 2017 à 2018, chaque fois que l'Union européenne baisse ses émissions de x millions de tonnes, la Chine les augmente de 5 x ! C'est pourtant en Europe que s'expriment les mouvements les plus violents contre les émissions de CO<sup>2</sup>.

En 2020, les émissions de CO<sup>2</sup> de la Chine atteindront 29 % du total mondial contre 28 % pour la somme des émissions des États-Unis, de l'Union européenne à 28 et du Japon !

En 2019, les PIB de la France, du Royaume-Uni et de l'Inde étaient comparables (environ 3,3 % du PIB mondial pour l'Inde, 3,2 % du PIB mondial pour la France et le Royaume-Uni), mais celui de la Russie ne compte que pour 1,8 % du PIB mondial. Hors énergie, le PIB russe est de l'ordre de 1 % du PIB mondial, soit le niveau atteint par les Pays-Bas. Le budget militaire de la Russie représente environ 4 % des dépenses militaires mondiales. La Russie est un nain économique avec 4 350 têtes nucléaires. La Russie reste néanmoins dangereuse pour l'Union européenne désarmée. Elle a conduit ses plus importantes manœuvres militaires depuis quarante ans en septembre 2018 dans les régions militaires du centre et de l'est du pays en mobilisant environ 300 000 hommes, un millier d'avions, deux escadres de la marine russe et tous ses régiments aéroportés. La Chine a participé à ces manœuvres dans le cadre du rapprochement Chine-Russie que provoque une politique américaine malhabile. L'Union européenne est aujourd'hui incapable de mener des exercices militaires comparables. Dans des manœuvres conjointes, la France et le Royaume-Uni pourraient mobiliser au maximum 80 000 hommes et 150 avions.

Les États-Unis ont 3 800 têtes nucléaires, la Chine et la France environ 300 têtes chacune, le Royaume-Uni 200, l'Inde, le Pakistan et Israël environ 150 chacun. La Corée du Nord en aurait un peu plus de cinquante. La Chine a aidé le Pakistan à se doter de l'arme nucléaire pour déstabiliser l'Inde, avec l'aide financière de l'Arabie Saoudite<sup>1</sup>.

La comparaison directe entre la Chine et la Russie est éclairante. Le PIB chinois est huit fois et demie supérieur au PIB russe, les dépenses militaires chinoises étant presque quatre fois supérieures à celles de la Russie alors que la Russie détient quatorze fois plus de têtes nucléaires que la Chine. C'est que la montée en puissance des forces militaires chinoises est récente et en pleine accélération, alors que la Russie bénéficie encore de l'héritage militaire soviétique. De plus, Poutine a modernisé à grands frais la force nucléaire russe au cours de ses dix-huit ans de « règne ». Mais en 2025, le rapport de force sera clairement en faveur de la Chine et Poutine le sait.

Notons que la France et le Royaume-Uni ont un PIB combiné atteignant 6,4 % du PIB mondial et détiennent ensemble 500 têtes nucléaires. Ces deux pays disposent par ailleurs de forces militaires classiques significatives et expérimentées, bien qu'ayant subi des saignées budgétaires répétées depuis dix ans, au moment précis où les États-Unis, la Chine et la Russie modernisaient rapidement leurs armées. Même après le Brexit intervenu en 2020, après la victoire de Boris Johnson aux élections générales du 12 décembre

1. L'Arabie Saoudite est vraisemblablement propriétaire de trente à quarante des têtes nucléaires stockées au Pakistan. Ces têtes seront transférées en Arabie si l'Iran se dote de l'arme nucléaire.

2019<sup>1</sup>, une alliance militaire et stratégique entre la France et le Royaume-Uni a encore les moyens de peser sur les affaires du monde. Mais, sans effort de modernisation de leur appareil militaire, ces deux pays seront marginalisés après 2025. Les engagements de modernisation de leurs forces armées pris par la France et le Royaume-Uni sont tragiquement insuffisants. Par rapport aux capacités militaires mobilisables évoquées précédemment, un doublement en sept ans est une nécessité vitale.

Xi remet en cause les pratiques du pouvoir en Chine et mène des politiques internes et externes risquées pour son pays, tout comme Trump altère les pratiques du pouvoir et introduit des risques stratégiques nouveaux pour les États-Unis en sapant les bases de l'ordre international et du multilatéralisme que les Américains avaient mis plus de sept décennies à construire. La symétrie des ruptures introduites par Xi et Trump est fascinante en ce qu'ils sont devenus chacun le premier danger stratégique pour leur propre pays (voir les chapitres 1 et 2). La rivalité sino-américaine dans la révolution numérique mondiale, qui redessine la carte des rapports de force entre nations, est d'une âpreté inouïe (voir le chapitre 3).

On décrit parfois Trump comme le président qui tient ses promesses et qui pourrait être réélu, car l'adoration qu'il provoque dans une partie du peuple américain est à la mesure de l'exécration qu'il

1. Les conservateurs ont obtenu 365 sièges (majorité à 326 sièges) contre 203 pour les travaillistes, 48 pour le SNP (nationalistes écossais) et 34 pour les autres partis (total, 650). Mais les conservateurs n'ont obtenu que 43,5 % des voix des électeurs.

déchaîne chez les autres électeurs américains et à l'extérieur des États-Unis, notamment dans les pays alliés des États-Unis<sup>1</sup>. Pourtant, Trump abandonne les Kurdes par un simple tweet le 6 octobre 2019 en retirant les troupes américaines, autorisant ainsi leur martyre provoqué par les Turcs, dans leur offensive commencée le 9 octobre 2019, alors que les combattants kurdes ont été en première ligne contre Daech aux côtés des Alliés. Cette décision a été prise contre l'avis de son état-major et à la stupéfaction des Républicains aux États-Unis ! La presse mondiale a titré à ce propos : « Who can trust Trump's America ?<sup>2</sup> » Et ce sont les Russes qui ont arrêté le massacre en concluant un accord de partage du territoire kurde avec les Turcs le 22 octobre 2019, car les Russes voulaient protéger Assad, le président syrien. La Russie et l'Iran sont ainsi durablement installés en Syrie sous le nez d'Israël. Il est difficile de faire pire en si peu de temps !

Trump veut rendre leur grandeur aux États-Unis : *make America great again*. Il veut gouverner les États-Unis selon ce qu'il pense être leurs seuls intérêts.

Mais de quels « intérêts » s'agit-il ? Trump ne regarde pas l'avenir et ne conçoit pas les intérêts américains dans une vision stratégique mondiale. Sa pensée n'est pas dynamique mais statique. Il ne s'intéresse pas à la puissance numérique des États-Unis, qu'il combat

1. Des manifestations massives contre la venue de Trump ont eu lieu au Royaume-Uni en juillet 2018, au point que le président américain n'a pas pu se rendre à Londres. Sa visite de juin 2019 a également été accompagnée de puissantes manifestations. Toutes ses rencontres avec la reine et le Premier ministre ont eu lieu en dehors du public.

2. À l'instar de *The Economist* (19 octobre 2019), un journal qui n'est pas exactement anti-américain.